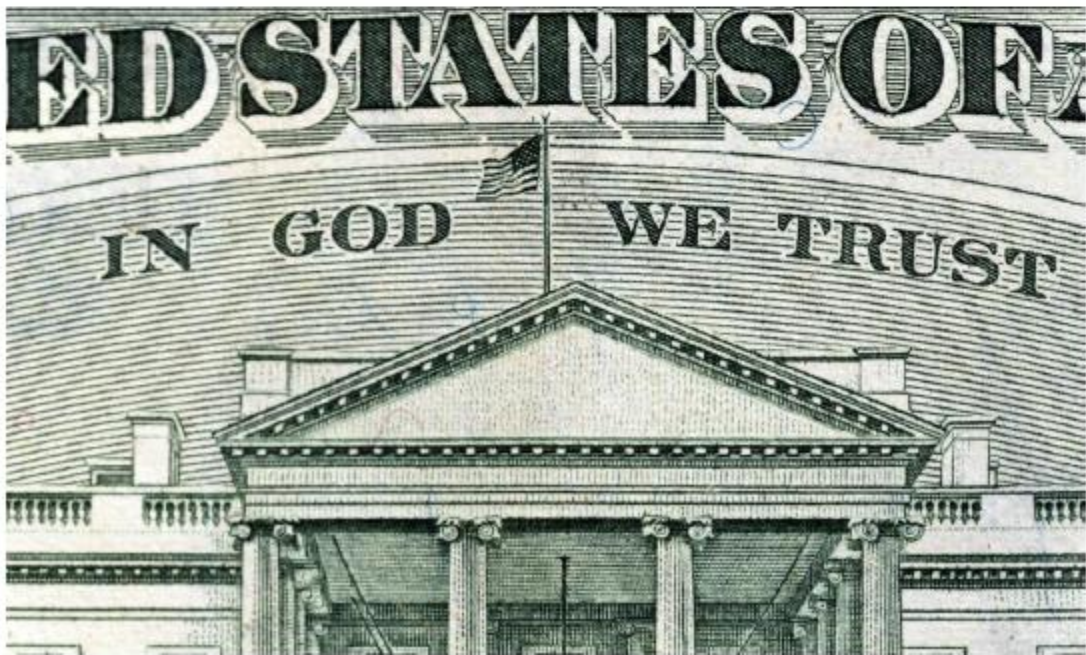


# **Economie et laïcité.**



[www.trazibule.fr](http://www.trazibule.fr)

20/11/2014

Texte écrit en 2014 mais toujours d'actualité.  
( Retouché décembre 2023 )

Le modèle libéral actuel est devenu une véritable religion avec toutes ses intransigeances et malgré ses évidentes absurdités.

# Economie et Laïcité

Aux USA la justice à fait condamné BNP Paribas, une banque française, à payer 6,5 milliards d'euros pour avoir violé des embargos décidé par les Etats-Unis contre le Soudan, Cuba et l'Iran. La justice américaine s'applique à faisant partie du CAC40. Cette même justice américaine en refuse de défendre l'Argentine face au fonds vautours des USA. Autrement dit les juges américains se permettent d'appliquer leur loi aux autres pays. Pourquoi ? Suite à des accords économiques rédigés par des spécialistes souvent non élus pour l'ouverture des marchés entre le plus grand nombre de pays : TAFTA, CETA, TISA, et nos élus eux-mêmes n'ont pas accès au contenu exact des négociations, les négociateurs travaillant sous leur propre responsabilité très loin de la notion de démocratie et de transparence. Or les Constitutions prévoient maintenant que les Traités internationaux s'imposent aux signataires sans votes.

Suivant ces accords une entreprise privée pourra attaquer en justice un état s'il prend des décisions ou édicte des lois qui pourraient nuire à sa rentabilité et imposer leurs règles aux démocraties. La justice (Sera-t-elle toujours celle USA ?) pourra condamner les décisions des peuples exprimées via leurs gouvernements au profit d'une entreprise sur le seul argument que cette décision pourrait freiner sa recherche de profit.

Pire encore cette justice particulière n'est pas une justice d'état, mais une justice privée et ses jugements sont définitifs, donc sans aucun recours possible.

C'est la porte grande ouverte pour imposer OGM, hormones, pesticides, produits chimiques, insectes dans la nourriture, voire interdire des services sociaux ou caisses de retraites qui pourraient concurrencer des services privés, bref les multinationales impose ainsi leurs lois à tous les peuples, ils ne peuvent plus interdire les gaz de schistes puisque l'accord sur le commerce de l'énergie garantit aux entreprises privées « un accès libre et durable aux matières premières ». Une loi qui interdirait le gaz de schistes disparaît sans vote, engloutie sous le TAFTA qui s'impose.

## **Quel rapport avec la laïcité ?**

Imaginez qu'une secte installe des écoles privées pour imposer son dogme religieux. Avec ces règles économiques, l'état pourra être condamné s'il veut interdire cette école quel que soit son enseignement même le plus extrémiste car il suffira aux sectes d'avancer l'argument d'un risque de pertes commerciales pour purement et simplement interdire à l'état d'avoir des lois laïques contre ces écoles. Imaginez par exemple ce que feront la scientologie, les écoles coraniques, l'opus dei... Une université privée pourrait enseigner la charia, le révisionnisme, le créationnisme, invoquant une entrave à son activité commerciale si l'état veut s'y opposer. Il devient possible d'interdire aux états d'appliquer la laïcité !

La prédominance de l'économie sur les choix populaires est issue de l'inscription imposé dans les lois du dogme de l'économie libérale (qui n'est ni de l'économie, ni de la liberté). Les exemples les plus visibles sont cette « constitution européenne » refusée par les peuples, mais imposée par des

dirigeants, ou ces lobbyings des grandes entreprises qui ne sont en fait qu'une forme de corruption légalisée.

## **Alors en quoi l'économie libérale est un dogme ?**

Plusieurs signes le montre, il existe déjà des cas de procès perdus avec de grosses pénalités suite à la parution de textes risquant de porter atteinte à la confiance et l'image de marque d'une entreprise : Jean-Pierre Chevallier en a fait l'amère expérience, critiquer une banque est devenu un blasphème qui peut vous coûter fort cher. Ce même dogme a aussi interdit au français Maurice Allais, pourtant prix Nobel de l'économie, de s'exprimer à la TV, car ses thèses allaient à l'encontre de la pensée économique dominante.

Ce dogme s'enseigne dans toutes les grandes écoles et universités, sans contradiction, et chaque année les examens rejettent ceux qui ne montrent pas leur foi en ce dogme. A Aix en Provence face au « Cercle des Economistes » leur concile officiel annuel, une contre manifestation avait rassemblé des économistes hétérodoxes, les dééconomistes (mot bien choisi) considérés par l'administration comme de joyeux farfelus.

Les vrais débats économiques sont quasiment interdits d'antenne et d'enseignement. Même l'anglais, langue de l'économie toute puissante, est aujourd'hui obligatoire dans nos universités et écoles de commerce de France au mépris des lois républicaines sur la langue française.

Rappelez-vous qu'en son temps le latin permettait à l'église d'exclure le peuple ordinaire de la compréhension de ce qui était exprimé.

## **L'économie libérale est donc bien un dogme.**

La séparation des dogmes et de l'état n'a pas vu venir ce dogme, qui s'est imposé dans les lois et a accaparé l'émission monétaire conduisant à des dettes catastrophiques, formatant sa vision des services publics, contraire aux choix populaires exprimés par les urnes, calquant sa logique aux gouvernements, transmettant son credo via ses « prêtres » embauchés dans les grands médias qu'ils se sont appropriés, des chroniqueurs « Chien de garde » étiquetés « économistes » qui sont souvent très impliqués personnellement dans des entreprises privées.

De même que l'église toute puissante a eu son temps d'apothéose financière, et appliquait l'inquisition pour leur bien aux mécréants, la financiarisation toute puissante est convaincue qu'elle agit pour le bien des peuples. C'était pareil dans les états staliniens, où un dogme d'économie politique inscrits en lois de l'état, considérait comme blasphème ou folie toute critique du régime conduisant à l'exclusion des autres voix au fond des goulags.

Le dogme économique actuel, « pour le bien des peuples », nous conduit en fait vers un évident désastre dans la gestion de la planète où l'écologie hurle en vain ses alertes, dans la gestion des ressources, eaux, mines, terres, forêts, océans, et de la vie, mer, climat, espèces...

Dans tous ces cas ces dérives ont été possible car ces dogmes se parait d'un résultat positif : paradis pour les religions,

efficacité des services publics et sociaux du stalinisme, apothéose de la consommation et du confort de capitalisme.

Mais ces dogmes gravés dans la loi rendent de fait hors la loi tous ceux qui sont d'un avis contraire, étiquetés alors comme marginaux, anormaux, malades, donc jugés, parqués, détruits (Les USA pays dit de la « liberté » ont le plus fort taux d'incarcération au monde !)

Cela pousse les populations qui se sentent exclus par cette idéologie en place, à se réfugier vers leurs propres dogmes, leurs indépendances régionales, vers le communautarisme, leurs origines ou leurs religions, et finit par conduire à des crises, des révoltes, qui finissent en guerres.

## **Il faut comprendre alors sur quels principes ce dogme économique est-il fondé ?**

L'économie est construite sur la recherche du rendement maximal, donc l'entreprise n'est viable que si elle réalise une marge.

Cette marge est obtenue que si un produit ou service est vendu plus cher qu'il ne vaut à fabriquer ou que ses salariés sont payés moins chers que ce qu'ils produisent. C'est une forme de légalisation du vol, car vendre quelque chose, plus cher qu'il ne vaut, signifie qu'un des acteurs de l'échange est perdant, le gagnant augmente sa puissance financière et devient encore plus efficace à dégager de la marge. Ainsi la répartition des richesses devient une fuite en avant : les plus riches s'enrichissent les plus pauvres s'appauvrissent.

Et comme au bout d'une partie de poker, quand le gagnant finit par tout posséder, la partie s'arrête faute de joueurs, il doit se délocaliser ailleurs pour continuer à jouer. Exemples conquérir des marchés, les délocalisations, la colonisation.

Alors forcément cette logique non régulée s'emballe ou s'enraye, elle va ainsi d'euphories en crises, parfois si graves que seules des guerres peuvent remettre les compteurs à zéro de temps en temps en cassant tout.

Sans ce dogme l'évaluation d'une entreprise se mesure à sa rentabilité. Elle se limite à mesurer de ce qu'elle rapporte à ses propriétaires. Même s'il est indispensable au village le boulanger non rentable sera contraint à fermer.

Le fonctionnement interne de l'entreprise soumise à son PDG, est plutôt dictatorial, le salarié ne signe qu'un contrat de soumission, il est rémunéré moins cher qu'il ne rapporte pour permettre à l'entreprise de dégager la marge qui nourrit des actionnaires.

Pour mieux garder cette rentabilité avec la concurrence, il faut de la compétitivité, mais dans ce cas la réussite de l'un se fait en détruisant l'autre, le contraire même de la fraternité.

Cette logique est absurde car à cause de cette notion de rentabilité, sur l'ensemble du marché la somme de tous les salaires payés ne suffit donc pas à acquérir la somme de tous les produits fabriqués. D'où ces gadgets de modes, de gaspillages, d'obsolescences programmées, de publicités et surtout de crédits pour réussir à forcer la vente quand même



malgré cet écart. Et cet écart enfle jour après jour des dettes colossales de tous les acteurs économiques.

Même principe pour la monnaie : Pour prêter il faut disposer de plus d'argent que nécessaire, un l'emprunteur est celui qui en manque. Or avec le taux d'intérêt on impose à celui qui n'a pas assez d'en rajouter dans la poche de celui qui a déjà trop. C'est mathématiquement absurde. L'exact contraire de la solidarité.

La notion de propriété, droit inviolable et sacré, quasiment sans limites, s'applique pleinement dans l'entreprise, comme le curé était maître dans son église, et les devoirs liés à cette propriété sont de plus en plus oubliés avec toujours moins d'état, des démocraties sans pouvoirs, des droits du travail chaque jour diminués, la fin des services publics, le refus du partage, etc.

Le pouvoir des multinationales s'exprime aujourd'hui en pouvoir absolu. Nous constatons que les actions des plus grandes banques du monde peuvent manipuler des peuples en définissant ce qu'ils doivent penser, de juger et interdire ce qui les gêne, de renverser des gouvernements, d'imposer des lois qu'elles écrivent elles-mêmes hors tout avis démocratique. L'économie actuelle s'approprie le pouvoir et tue la république.

## **Comprendre oui mais que faire ?**

Quelques propositions parmi beaucoup d'autres :

### **Redéfinir l'économie**

Considérons que l'économie n'est pas la recherche du rendement maximal mais la recherche de l'équilibre des échanges, ce que nous enseignent les lois de l'écologie, seule condition pour assurer la pérennité des échanges.

De là se reconstruit une autre notion de la propriété droit sacré oui mais enrichi de limites et de devoirs.

## **Responsabilité des propriétaires**

Ceci conduit à des réponses très concrètes, ainsi les actionnaires qui profitent des résultats d'une entreprise devraient personnellement assumer la responsabilité des pollutions, accidents, malversations, actes, qu'elle accompli pour abonder leurs dividendes, etc.

## **Evaluation des entreprises**

Cela conduit à reconsidérer l'entreprise devenant une structure manifestement collective, qui doit être évaluée sur son utilité sociale pour tous (propriétaire, salariés, clients, fournisseurs, voisinage) et non n'évaluer que le bénéfice quantitatif engrangé par ses seuls propriétaires. Avec une comptabilité de ce type, qui serait coté en bourse ? Emaüs socialement très utile ou Dassault marchand d'armes ?

Oui cela induit à une évaluation de l'entreprise incluant des données qualitatives, mais cela tombe bien car nous n'avons pas besoin de plus de quantité de vie mais bien de plus de qualité de vie.

## **Monnaie sociale et démocratique**

Le dogme qui impose que la monnaie soit émise par les banques doit aussi être revu, l'économie est au service des hommes pour répondre à leurs besoins, mais aujourd'hui elle a mis les hommes à son service pour répondre aux besoins de la finance par le levier de la dette. Séparons ces dogmes économiques de l'état et ses lois monétaires, rendons aux peuples ce droit régalien de l'émission de monnaie.

## **République sur une constitution en cinq pouvoirs**

Pour éviter qu'un courant d'idée s'approprie tous les pouvoirs, construisons une démocratie en séparant 5 pouvoirs. En plus du législatif, de l'exécutif et du judiciaire, rendons indépendant le logos : un quatrième pouvoir médiatique indépendant rassemblant les médias, l'instruction publique, la culture et la recherche scientifique. L'économie restant à sa place, un cinquième pouvoir aussi indépendant en équilibre avec les autres pouvoirs et être contrôlée par eux au lieu de tous les mettre au pas comme elle le fait actuellement.

## **Appliquons la laïcité à tous les dogmes**

Appliquons totalement la laïcité et séparons tous les dogmes des lois de l'état, ne plus mettre hors la loi celui qui pense autrement, ne plus soumettre la loi au service d'une conviction.

La qualité d'une démocratie se mesure au bien être du plus faible de tous ses membres. (Constitution Suisse).

Inscrire un dogme dans la loi met  
forcément hors la loi  
tous ceux qui n'ont pas foi  
en ce dogme.

Pour nous faire vivre ensemble, la  
laïcité doit séparer  
tous les dogmes  
de la vie publique...

Sans en oublier aucun !

